

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un Entrepôt Amazon dissimulé reçoit son permis de construire proche de Caen, les associations et riverains lancent la contre-attaque juridique.

Jeudi 11 mars 2021

Attac 14, Alternatiba Caen, Il est encore temps, Les Amis de la Terre et 18 particuliers soutenus par Notre Affaire à Tous lancent la bataille juridique et déposent un recours gracieux contre un énième entrepôt Amazon sur la commune de Moulton à quelques kilomètres de Caen.



Un projet similaire avait été combattu et finalement abandonné en 2019 à Mondeville, dans la communauté urbaine Caen-la-Mer. La maire de Mondeville et tous les maires de la CU s'étaient alors exprimés à l'unanimité - droite et gauche confondues - contre ce projet. Amazon a alors changé de cible pour Moulton, une commune extérieure à Caen-la-Mer.

C'est par la presse locale, près d'un mois après la signature du permis de construire par la Maire de Moulton, que les associations et les habitant·e·s de la commune ont découvert le pot aux roses. Les élus ont alors imposé un black-out. Tout débat a dès lors été refusé tant que les recours seraient encore possibles.

Une fois encore le géant du e-commerce avance à couvert, et ce, alors même que le nom d'Amazon ne figure nulle part sur le permis.

Alors que le projet de loi Climat et résilience évince le sujet du e-commerce contrairement à l'ambition marquée des 150 citoyen·ne·s de la Convention pour le Climat, les militant·e·s rappellent une nouvelle fois les conséquences de l'implantation du groupe sur les territoires : destruction des emplois et des commerces de proximité, conditions de travail déplorables, évasion fiscale à grande échelle, réchauffement climatique, sans parler des nuisances environnementales locales.

Entendu sur le marché d'Argences : *"Amazon c'est l'esclavage ! Quand on est passé de 90 à 80 km/h sur les routes, il a fallu qu'on fasse la même quantité de travail, la même quantité de livraisons..."*

Associations et habitant·e·s se sont alors mobilisé·e·s pour informer la population, interpeller les élu·e·s, [récolter des soutiens](#), etc. En une dizaine de jours, [une pétition électronique](#) a dépassé les 1200 signatures. Soutien politique de poids, une députée (PS) du Calvados s'est clairement exprimée en défaveur du projet Amazon.

Pour David d'Attac14, *"les élus locaux ne peuvent plus continuer à prendre leurs décisions à huis clos. Il faut qu'ils admettent que les citoyen-ne-s sont conscient-e-s des dangers d'Amazon"*.

Face à la dissimulation et au refus du débat public de la part des élu·e·s, les recours juridiques se révèlent être une étape nécessaire pour freiner l'expansion de la multinationale du e-commerce.

Pour Chloé Gerbier juriste de l'association Notre Affaire à Tous, *"Le régime d'exception que la multinationale s'octroie, cachant son activité future et se dispensant d'autorisation ICPE, ne peut être considéré comme légal"*

Contacts presse :

David Frantz (Collectif Stop Amazon 14) : 06.85.73.26.41 stopamazon14@riseup.net

Chloé Gerbier (Notre Affaire à Tous) : 06.46.43.55.09